

# Des manifestants tenus à distance

Profitant de la visite du ministre de la Transition écologique pour exprimer leur désaccord avec ses décisions, quelque 150 membres du collectif Destocamine, anti-nucléaires et adversaires du GCO n'ont pas même aperçu la silhouette de François de Rugy...

Le choix de la salle des fêtes de Volgelsheim pour signer l'accord post-Fessenheim en présence du ministre de la Transition écologique était fûté. La configuration des lieux a, en effet, permis de tenir à très bonne distance les 150 personnes qui ont manifesté, sous la pluie, ce vendredi matin, contre la politique environnementale du gouvernement d'Édouard Philippe. Membres du collectif Destocamine, anti-nucléaires français et allemands mais aussi adversaires du projet routier de Grand contournement ouest (GCO) de Strasbourg, accompagnés d'une poignée de gilets jaunes, n'ont pas même aperçu la silhouette de François de Rugy. C'est sous les sifflets et les bruits de casserole qu'un cortège d'une dizaine de voitures aux vitres teintées a parcouru la centaine

de mètres le long de laquelle avaient pris place les manifestants, placés sous la bonne garde de nombreux gendarmes.

Des élus sont venus saluer les manifestants ou sont restés avec eux le temps de la manifestation. C'est le cas des conseillers régionaux de gauche, Antoine Homé et Chloé Schweitzer, et de Christian Zimmermann (RN). Lequel a dénoncé une « *inégalité de traitement* » lorsque les deux premiers se sont incrustés dans la délégation Destocamine qui a été reçue par un conseiller du ministre.

« Les Alsaciens sous le choc » et « offensés »

Ancien délégué syndical CFDT de Stocamine, Jean-Pierre Hecht, casque de



Les manifestants venus exprimer leur colère au ministre de la Transition écologique et solidaire n'auront vu de François de Rugy que le convoi de voitures officielles. Photo L'Alsace/Thierry Gachon

mineur sur la tête et vêtu d'une combinaison étanche, a lu la déclaration du collectif Destocamine qui a été adressé au ministre. Évoquant des « *Alsaciens sous le choc de l'annonce* » de la décision d'enfouir les 42 000 de déchets encore stockés à Wittelsheim, il a martelé : « *Nous sommes offensés par le mépris affiché pour les Alsaciens et les riverains européens du Rhin dont l'air, le sol et l'eau risquent la pollution...* » « *Le principe de précaution, pourtant inscrit dans notre Constitution, est bafoué et vous en serez comptable* », accusent les membres de Destocamine qui évoquent « *un scandale écologique* ».

Membre de la délégation de Destoca-

mine reçue par un conseiller du ministre, Yann Flory, porte-parole du collectif, en est ressorti sans illusions. « *Le très jeune polytechnicien que nous avons rencontré a pris des notes pour le ministre. À part Delphine Batho, aucun ministre de l'Environnement ne nous a reçus. Ce doit être le cinquième conseiller ministériel que l'on rencontre. Nous sommes vraiment déçus de n'avoir pas pu être reçus par le ministre. Avec le conseiller, chacun a exprimé son point de vue. Il ne reste plus aujourd'hui que la solution ultime et désagréable d'envisager l'occupation du site* », racontait ce vendredi soir Yann Flory, « *un peu abattu et découragé* ».

« *Mais si l'occupation du site est le*

*moyen d'attirer réellement l'attention de l'opinion publique sur ce problème et pousser les élus à agir, peut-être faudrait-il en passer par là* », a conclu le porte-parole de Destocamine.

L'idée d'organiser une ZAD (zone à défendre), sur le modèle de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, afin d'empêcher la mise en place des opérations de confinement, est une option de plus en plus évoquée. Une autre vise à engager des actions en justice, tant côté français qu'allemand. Le dossier Stocamine est loin d'être refermé. **Laurent BODIN**

LIRE Aussi notre dossier consacré à la visite du ministre en page 44.

## L'espoir fait vivre

Heureusement qu'il y avait un cocktail ! Le maire de Wittelsheim, Yves Goepfert, a profité de ce moment pour échanger, « *trois à quatre minutes* », avec le ministre François de Rugy. « *Il a donné rendez-vous aux élus le 12 février. Je lui ai dit que la manière d'annoncer sa décision était cavalière et lui ai transmis une proposition pour faire avancer ce dossier* ».

Laquelle ? « *Ses conseillers, que j'ai rencontrés, vont lui présenter. J'en réserve la primeur au ministre. Pour l'heure, la situation est figée entre ceux qui réclament le déstockage total et ceux qui ont décidé d'un enfouissement définitif. L'idée d'un déstockage plus important que celui réalisé est une proposition sérieuse que ses services vont examiner* ».

Le maire soutient l'idée émise par certains élus que François de Rugy vienne constater la situation à Wittelsheim. « *Une cité qu'il connaît pour y être déjà venu, jeune, chez des amis ou de la parenté* », ajoute Yves Goepfert pour qui « *il faut attendre et voir* ». Et de rappeler : « *Le Haut-Rhin, ce n'est pas que l'après-Fessenheim. Il faut aussi penser à l'après-Stocamine...* » **L. B.**



Anti-nucléaires, opposants au GCO et membres du collectif Destocamine : la visite de François De Rugy à Volgelsheim a été l'occasion d'une convergence des luttes environnementales. Photo L'Alsace/Laurent Bodin